



INFRASTRUCTURES : INVESTIR POUR LE FUTUR

« L'évolution la plus récente vient des ELTIF, qui permettent désormais d'investir dans des fonds de private equity ou d'infrastructures dès 2500 euros », précise Guillaume Eyssette, fondateur de Gefinéo.

Rentes, parts, titres éligibles, à domicile... les infrastructures offrent une multitude de possibilités de placement. Elles offrent d'une double avantage : des horizons de rendement élevés et l'absence de volatilité, ce qui les rend très attractives pour les investisseurs à long terme. Selon les estimations de Global Infrastructure PMI, les besoins d'investissement en infrastructures dépassent 9000 milliards de dollars d'ici à 2040. « Ce chiffre est en soi un constat remarquable. Qu'il s'agisse d'énergie, d'infrastructures maritimes ou de transport, il devient évident à l'échelle mondiale que le secteur des infrastructures est un véritable moteur de croissance », explique Charles Leclercq, directeur général de l'infrastructure chez Actis Asset Management. Les défis sont multiples, et les États seuls ne peuvent les relever. Le capital privé s'engage donc comme un partenaire incontournable et constitue un levier que les gouvernements peinent à débloquer.

Ce secteur attractif ne suffit pas à expliquer l'engouement croissant des investisseurs et les infrastructures se présentent par des caractéristiques attractives. Rendement stable et prévisible, moins volatils que l'action, durée de vie longue des actifs se traduit par une corrélation avec les marchés boursiers. Le choix d'actifs offre un profil rendement risque équilibré, particulièrement pertinent dans un environnement incertain. « C'est une classe d'actifs qui apporte, finalement, une forme de stabilité dans l'investissement actuel, via des flux réguliers », estime Franck Lemaire, président de Morningstar Fidelity Office.

À capital ouvert et permanent, ces véhicules se caractérisent par une flexibilité et facilité de souscription. Le gestionnaire investit avec la garantie du règlement rapide concernant les fonds fermés, ce qui affecte les actifs au fur

et mesure de leur entrée en compte et en fait un produit plus sûr, une obligation en genre structurelle.

« L'industrie la plus récente vient des ELTIF, qui permettent désormais d'investir dans des fonds de private equity ou d'infrastructures dès 2500 euros », précise Guillaume Eyssette, fondateur de Gefinéo. En France, les régulateurs ont récemment mis à jour la PNC-TE aux côtés des infrastructures de transport via le PERI, ce qui permet d'élargir le spectre d'actifs accessibles à une clientèle plus diversifiée et à des stratégies d'investissement plus flexibles. En parallèle, les fonds européens ont été l'un des principaux moteurs de cette croissance.

Pour assurer une accessibilité accrue à la réglementation, la liquidité offerte par les fonds européens n'est pas celle des marchés boursiers. Elle repose sur des mécanismes de sortie structurés, et les spreads de crédit - comme celui qui se traduit par une hausse des rendements en 2022 - ont un impact sur les rendements. En outre, comme le précise à juste titre Thomas Papez, associé chez Hypertex Capital, « le gestionnaire d'un fond ne peut pas se permettre de perdre le contrôle de son portefeuille d'actifs ». La sélection de gestionnaires, mais aussi le profil de portefeuille d'actifs sous-jacents et la structure de départ de liquidité constituent autant de critères déterminants, que les investisseurs se font un devoir de définir d'avance avec rigueur.

C'est un secteur qui se prête à une double approche : d'une part, les investisseurs peuvent chercher à profiter de la croissance, d'autre part, ils peuvent chercher à profiter de la stabilité des rendements qui se traduit par une baisse de volatilité. Les investisseurs doivent donc se faire une idée des questions que leur investissement doit résoudre pour eux de manière précise.

DOSSIER RÉALISÉ PAR MARINE FLEURY ET CLARA LELIÈVRE